Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 MAI 1894.

Réglementation de la situation des instituteurs en congé pour motifs de santé ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. NOËL.

MESSIEURS,

Sous l'empire de la loi du 20 septembre 1884, les instituteurs obligés d'abandonner momentanément leurs cours pour cause de maladie supportaient exclusivement le paiement de l'indemnité allouée aux instituteurs intérimaires qui les remplaçaient.

Cette situation avait provoqué des réclamations nombreuses dont plusieurs membres de la Chambre se firent l'écho, pendant la discussion du budget de l'Instruction publique de 1892-1893.

On faisait remarquer que de tous les fonctionnaires, les instituteurs étaient les seuls astreints à cette charge ; que cependant, à raison même de la nature de leur profession et du milieu où ils l'exerçaient, ils étaient exposés, plus que d'autres, à contracter, au cours de leurs fonctions, des maladies les éloignant de l'école, et enfin que la modicité de leurs ressources les amenait souvent, dominant le mal dont ils souffraient, à continuer leurs leçons malgré la maladie, au détriment de l'enseignement et au risque de compromettre irrémédiablement leur santé.

On ajoutait encore que beaucoup de communes populeuses prenaient à leur charge le paiement des intérimaires.

Le Gouvernement ne fit aucune difficulté de reconnaître que la situation

⁽¹⁾ Projet de loi, n^o 107.

⁽²⁾ La section centrale, présidée par M. VAN WANBEKE, était composée de MM. LEPAGE, NOËL, BIART, HOUZEAU DE LEHAIE, LIGY et YKINT DE ROODENBEKE.

dénoncée réclamait des mesures législatives et M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique déposa, à la séance du 17 février 1893, le projet de loi soumis à notre examen.

Diverses questions ont été posées au Gouvernement par la section centrale ; nous les indiquons avec les réponses qui y ont été faites.

1^{re} QUESTION. — « Y a-t-il lieu de fixer un minimum légal de traitement pour l'intérimaire ? La commune ne devrait-elle pas être laissée libre de traiter avec celui-ci au mieux de ses intérêts ? »

RÉPONSE. — « Le remplacement *provisoire* des instituteurs qui tombent malades doit se faire à *très bref délai* pour éviter des interruptions dans l'enseignement.

» Il faut donc que l'instituteur auquel on fait appel pour l'intérim à remplir sache, tout au moins, quel sera *le minimum de l'indemnité dont il jouira*.

» Les minima de 1,200 et de 1,000 francs par an, fixés dans le projet de loi, pour les indemnités des instituteurs et sous-instituteurs intérimaires, ne sont pas trop élevés, si l'on tient compte des frais de déplacement, de nourriture et de logement que les intéressés ont à supporter.

» Il est à remarquer, en outre, que les intérimaires doivent être *diplômés*, de même que les titulaires.

» L'article 7 de la loi du 20 septembre 1884 n'étant applicable qu'aux instituteurs primaires communaux, *titulaires d'emplois régulièrement créés*, la fixation des *minima de traitement garantis aux instituteurs intérimaires doit se faire par la loi projetée*. »

2^e QUESTION. — « La dépense résultant de l'intérim ne pourra-t-elle pas, dans certains cas, être supportée par la commune seule, si elle en décide ainsi ?

» La loi ne devrait-elle pas se borner à établir que la part d'intervention de l'instituteur ne dépassera jamais le quart de la dépense résultant de l'intérim ? »

RÉPONSE. — « La dépense résultant de l'intérim pourra toujours être supportée par la commune seule, si celle-ci en décide ainsi. Dans ce cas, elle interviendra *obligatoirement* pour $\frac{3}{4}$ et *facultativement* pour le reste.

» Toutefois j'estime qu'il est nécessaire de faire déterminer par la loi les *obligations* respectives de la commune et du titulaire malade, en ce qui concerne le paiement de l'indemnité de l'intérimaire.

» Il est à remarquer que c'est seulement en vertu d'une disposition légale que la dépense dont il s'agit pourra être mise *obligatoirement* à la charge de la commune et de l'instituteur malade. »

3^e QUESTION. — « L'État et la Province ne devraient-ils pas intervenir concurremment avec la commune et l'instituteur ? »

RÉPONSE. — « Le Gouvernement estime que non. »

» Ce serait compliquer considérablement la comptabilité pour un résultat, en définitive, assez minime.

» La part de la province ne pourrait équitablement dépasser le 1/5 de la dépense.

» Mais il n'est pas probable que les provinces consentiraient à augmenter, de ce chef, leurs allocations en faveur de l'enseignement primaire. Elles réduiraient, sans doute, leurs subsides dans la proportion du montant de leur intervention dans le paiement des indemnités dues aux intérimaires. Dans ce cas, cette intervention aurait lieu au détriment de la généralité des communes.

» D'ailleurs, en vertu de la loi du 20 septembre 1884, les frais de l'enseignement primaire sont à la charge des communes. L'État et les provinces interviennent, il est vrai, par des subsides dans les dépenses annuelles normales de cet enseignement. Ils interviennent aussi dans les pensions des instituteurs et dans les traitements de disponibilité régulièrement accordés.

» Mais il ne me paraît pas possible de les obliger à participer, en outre, à des dépenses *purement accidentelles et temporaires*, qui ne sont, au surplus, pas assez importantes pour justifier les complications administratives que l'intervention de l'État et de la province entraînerait.

» *Exemple.* Dépense annuelle présumée : 150,000 francs au MAXIMUM. — 1/5 à charge des neuf provinces 30,000 francs. — Part de chaque province (moyenne) 3,333 francs. »

4^e QUESTION. — « Serait-il possible d'obtenir des renseignements sur l'importance de la dépense annuelle, du chef d'intérimat, tout au moins pour la dernière année où cette dépense était à la charge exclusive de l'État. »

RÉPONSE. — « Voici l'indication, par année, de la [dépense qui a] été supportée PAR L'ÉTAT, pour le paiement des indemnités dues aux intérimaires remplaçant des instituteurs malades, sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1879 :

» Année 1880 (9 mois)	fr.	79,084-05
» — 1881 (année entière).		120,973-90
» — 1882 —		135,456-39
» — 1883 —		149,804-51
» — 1884 (9 mois)		135,509-50

Le projet de loi met l'indemnité à payer à l'instituteur intérimaire à charge de la commune à concurrence des 5/4; à charge de l'instituteur malade, à concurrence de 1/4.

Il a voulu respecter d'une part le principe de la loi du 20 septembre 1884 qui impose aux communes les dépenses de l'enseignement primaire et éviter, d'ailleurs, le renouvellement de certains abus constatés sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1879 et de l'arrêté royal du 8 mars 1880 qui mettaient à charge de l'État seul le traitement des intérimaires remplaçant les instituteurs malades.

La Section centrale n'a pas admis les systèmes qui mettaient à charge de l'État exclusivement ou à charge de l'État, des provinces et des communes le paiement des intérimaires.

Il lui a paru qu'en adoptant l'un ou l'autre de ces systèmes elle exposait la réforme à un échec ou compliquait singulièrement la répartition de la dépense à en résulter.

Il est désirable qu'une solution intervienne sans plus de retard ; des raisons d'équité et d'humanité la réclament ; le projet constitue une amélioration très notable de la situation actuelle ; aussi la section centrale, à l'unanimité des membres présents, s'y est-elle ralliée, sous la réserve de deux modifications dont l'une est déjà admise par le Gouvernement.

La première de ces modifications concerne l'indemnité minimum à allouer à l'intérimaire.

Certains membres estimaient que la loi ne pouvait fixer un minimum d'indemnité : c'était porter atteinte à la liberté des communes et leur imposer aussi une charge souvent supérieure à celle qu'elles auraient eu à supporter, en fixant directement avec l'intérimaire l'indemnité à lui verser.

Et en effet, ces intérimaires sont exercés généralement par des jeunes gens sans position, toujours heureux de gagner une somme même modeste, désireux de faire un stage et encouragés peut-être par l'espérance d'obtenir l'emploi du titulaire au cas où la maladie l'éloignerait définitivement de l'enseignement.

La section centrale n'a pas cru devoir adopter cette proposition.

Il faut, en cette matière, où il s'agit des intérêts les plus élevés et les plus respectables, éviter des marchandages qui ne se produiraient souvent qu'au détriment de l'enseignement même ; on ne peut non plus perdre de vue que le choix de l'intérimaire doit se faire immédiatement et ne peut se faire que parmi des porteurs de diplômes réguliers ; obligés à des frais de déplacement, de nourriture, de logement, les intérimaires doivent connaître aussitôt la situation sur laquelle ils ont droit de compter.

Cependant, voulant atténuer la charge imposée à la commune et à l'instituteur, la section a pensé qu'il y avait lieu d'abaisser le minimum fixé par le projet de loi et de le porter à 800 francs annuellement, au lieu de 1,000 francs, pour les sous-instituteurs, et à 1,000 francs, au lieu de 1,200 francs, pour les instituteurs.

Le projet de loi, dans la généralité de son texte, imposait à l'instituteur malade le paiement de $\frac{1}{4}$ du traitement de l'intérimaire.

Ainsi entendu, il aurait eu pour conséquence, dans les communes qui paient exclusivement le traitement de l'intérimaire, de frapper leurs instituteurs malades d'une dépense qu'ils ne supportaient point jusqu'à présent.

Le Gouvernement n'a pas hésité à reconnaître le droit des communes de continuer à prendre à leur charge exclusive l'indemnité des intérimaires ; c'est ce que dit fort explicitement sa réponse à la deuxième question de la section centrale.

La section propose donc de rédiger comme suit le projet de loi :

PROJET DU GOUVERNEMENT.

ARTICLE PREMIER.

§ 1. En cas de maladie d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires communales, non placé dans la position de disponibilité, le collège échevinal peut désigner, pour le remplacer pendant la durée de son congé, un intérimaire choisi parmi les instituteurs diplômés et, de préférence, parmi ceux qui se trouvent dans la position de disponibilité pour cause de suppression d'emploi.

§ 2. Le Conseil communal fixe le taux de l'indemnité à payer à l'intérimaire. Cette indemnité ne peut être inférieure à 1000 francs annuellement pour les sous-instituteurs et à 1200 francs pour les instituteurs.

§ 3. La dépense résultant de l'intérim sera supportée par la commune et par le titulaire malade dans les proportions suivantes :

5/4 à charge de la commune ;

1/4 à charge du titulaire en congé pour cause de maladie.

PROJET DE LA SECTION CENTRALE.

ARTICLE PREMIER.

§ 1. Comme le projet.

§ 2. Le Conseil communal fixe le taux de l'indemnité à payer à l'intérimaire.

Cette indemnité ne peut être inférieure à 800 francs annuellement pour les sous-instituteurs et à 1000 francs pour les instituteurs.

§ 3. La dépense résultant de l'intérim sera supportée à concurrence des 3/4 par la commune et de 1/4 par le titulaire en congé pour cause de maladie.

Toutefois, la commune peut prendre à sa charge, en tout ou en partie, la quotité imposée à l'instituteur malade.

Le Rapporteur,

FERD. NOEL.

Le Président,

VAN WAMBEKE.